CUBA - La maladie de Fidel Castro et les illusions de Washington (par Salim Lamrani, Voltaire)

mardi 5 septembre 2006, mis en ligne par Dial

18 août 2006 - Voltaire - Le 31 juillet 2006, un sérieux problème de santé a frappé le président cubain Fidel Castro. Ce dernier a été contraint de céder, de manière provisoire, ses pouvoirs au vice-président Raúl Castro, en vertu de l'article 94 de la Constitution cubaine. Cet événement a ravivé les convoitises de Washington et de l'extrême droite cubaine sur l'île des Caraïbes, désireux de reprendre le contrôle du pays. Face à cette menace réelle, huit prix Nobel ainsi que plus de 400 personnalités publiques du monde entier ont lancé un appel au respect de la souveraineté de Cuba [1].

Des scènes de liesse, amplement médiatisées mais limitées à 2 000 personnes sur les quelques 800 000 Cubains qui résident en Floride, ont éclatés dans les rues de Miami. Ces célébrations ont été très mal perçues par la population de l'île. Elles n'ont fait que détériorer l'image déjà passablement écornée de la communauté cubaine de Floride, réputée, pour une partie d'entre elle, pour son extrémisme et son intolérance. Les manifestations de joie, frôlant parfois l'hystérie, ont été en parfait contraste avec le calme et la sérénité observés à Cuba [2].

La Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), la plus importante organisation d'extrême droite de Floride, qui prétend officiellement mener un combat en faveur des droits de l'homme et de la démocratie, a vainement lancé un appel à l'armée cubaine la conjurant d'orchestrer un coup d'État. « Raúl [Castro] n'est pas acceptable », a affirmé son président Jorge Mas Santos, qui a également incité la population à se rébeller [3].

Washington a immédiatement rejeté la prise de pouvoir de Raúl Castro et a déclaré travailler activement pour renverser le gouvernement intérimaire. « Dans ces moments d'incertitude une chose est sure : les États-Unis sont complètement engagés dans le soutien des aspirations de démocratie et de liberté du peuple cubain », a signalé le président George W. Bush [4].

Le représentant républicain de Floride, Lincoln Diaz Balart, a également lancé un appel au soulèvement. « Le temps est venu à Cuba pour une campagne de résistance civique et de désobéissance civique », a-t-il assuré, s'ingérant ainsi dans les affaires internes cubaines [5]. La congressiste Ileana Ros-Lehtinen a partagé cet avis : « C'est le moment. Nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de perdre du temps à cause de la bureaucratie pendant que les événements à Cuba se développent rapidement [6] ».
La secrétaire d'État a conjuré la communauté internationale de faire pression sur le gouvernement cubain en vue d'une éventuelle transition vers une société capitaliste. « Nous prions instamment toutes les nations démocratiques à se joindre pour demander la libération des prisonniers politiques, la restauration de leurs libertés fondamentales et une transition qui conduise rapidement à des élections multipartites. Nous suivons de très près les événements à Cuba où beaucoup de choses sont en train de changer », a-t-elle affirmé [7].
Mais, contrairement à son vœu, les manifestations de soutien et de sympathie envers le leader cubain se sont multipliées aussi bien à l'intérieur de l'île qu'à travers le monde. La plupart des dirigeants latino-américains tels que Hugo Chávez du Venezuela, Evo Morales de Bolivie, Michèle Bachelet du Chili, Lula du Brésil et Vicente Fox du Mexique, entres autres, ont tous souhaité un prompt rétablissement au président cubain. Ils ont été suivis par les dirigeants chinois, algérien, pakistanais, espagnol et bien d'autres chefs d'État du monde entier [8].

« Nous avons des informations fiables sur [sa] guérison franche et notable », s'est réjoui le président Hugo Chávez, qui a salué son « grand camarade et leader socialiste ». « Il est plus qu'un grand frère, il est un peu le père de nous tous, les révolutionnaires de ce continent, et nous serons toujours à ses côtés », a souligné le leader vénézuélien [9].
Même le Guatemala, l'un des plus fidèles alliés de Washington, a rejeté la proposition de l'administration Bush. Lors de la visite du ministre cubain de la Santé, José Ramón Balaguer, qui s'est déplacé pour inaugurer un hôpital, le président guatémaltèque Oscar Berger a souhaité une « une prompte guérison au président cubain, le grand sponsor de cet hôpital », où travailleront de manière bénévole et gratuite 23 des 600 médecins cubains présents dans le pays. Il a également ajouté que « beaucoup de Guatémaltèques ont retrouvé la vue grâce aux médecins cubains ». « Partout où nous allons, nous trouvons ces 600 docteurs courageux qui vont là où les services de santé ne vont pas. Je souhaite remercier Cuba pour sa collaboration dans la formation de médecins guatémaltèques », a conclu le dirigeant d'Amérique centrale [10].

L'Église catholique cubaine a exhorté ses fidèles à prier pour le bon rétablissement de Fidel Castro. « Que Dieu accompagne le gouvernant cubain dans sa maladie et illumine son frère », souligne le communiqué officiel. Le cardinal Jaime Ortega, la plus haute autorité religieuse de l'île a rejeté l'ingérence états-unienne : « Jamais l'Église de Cuba ne soutiendrait, ni même accepterait de quelque façon que ce soit une intervention étrangère, ça jamais ! » s'est-il exclamé [11].

Les États-Unis ont accru les transmissions de programmes subversifs de Radio et TV Martí vers Cuba, en violation de la législation internationale. Le Bureau des transmissions à Cuba a indiqué que désormais les programmes seraient diffusés six fois par semaine au lieu d'une fois jusqu'à présent. Un nouvel avion G-1 a spécialement été affrété pour cela. Le Congrès a octroyé un budget de 28 millions de dollars pour l'année 2006 à Radio et TV Martí pour inciter la population cubaine à se soulever contre les autorités [12].
Le Président Bush a tenu à rassurer l'extrême droite de Floride quant à ses intentions sur Cuba, lors d'une conférence de presse tenue au Texas. « Une fois que [la transition aura lieu], les Cubains-américains pourront s'occuper de ce pays et régler le problème de la confiscation de propriétés ». Il est peu probable que ce genre de déclarations rencontre un accueil favorable auprès du peuple cubain, très attaché à ses acquis sociaux et dont 85 % est propriétaire de son logement. Mais les propos du locataire de la Maison-Blanche ont au moins le mérite d'être clairs [13].

Les tentatives états-uniennes pour isoler Cuba ont rencontré peu d'écho et sont vouées à l'échec. Seule l'Union européenne se prête docilement à la politique d'agression de l'administration Bush. En effet, Cuba jouit d'un prestige de plus en plus important dans les pays du Tiers-monde grâce aux missions de santé et d'éducation qu'elle y mène, et qui ont permis par exemple à près de 250 000 Latino-américains de retrouver la vue en 2005. Les nouvelles relations commerciales avec le Venezuela et la Chine ont permi une croissance de plus de 10 % en 2005. Et les récentes découvertes de gisements pétroliers au large des côtes cubaines ouvrent de nouvelles perspectives pour l'économie de l'île.

Enfin, les spéculations autour de l'avenir de Cuba émanent d'un postulat inexact qui consiste à penser que le processus révolutionnaire cubain repose sur les épaules d'un seul homme, Fidel Castro. En réalité, il s'agit d'un phénomène profondément ancré au sein de la société cubaine, construit par près de quatre générations de Cubains et sans doute irréversible. Si la disparition du président Fidel Castro entraînera sûrement une fracture émotionnelle et affective, elle ne remettra aucunement en cause la structure politique, économique et sociale du pays. À Cuba, comme au Proche-Orient, Washington se berce d'illusions que les faits démentent.

NOTES :

[1] Andrea Rodriguez, « Intelectuales piden respetar soberanía cubana », Associated Press, 7 août 2006.

[2] Andrea Rodriguez, « Muchos cubanos en la isla molestos por festejos en Miami », El Nuevo Herald, 2 août 2006.

[3] Alejandra Chaparro, « La FNCA lanza un llamado a los militares », El Nuevo Herald, 3 août 2006.

[4] Rui Ferreira, « Washington a ciegas con la situación en Cuba », El Nuevo Herald, 4 août 2006.

[5] Andres Oppenheimer, « Hostile Words Play Into Castro's Hands », The Miami Herald, 3 août 2006.

[6] Rui Ferreira, « Washington advierte a cubanos contra un éxodo o una flotilla », El Nuevo Herald, 3 août 2006.

[7] Rui Ferreira, « EEUU rechaza versiones sobre una invasión a Cuba », El Nuevo Herald, 5 août 2006.

[8] El Nuevo Herald, « Aliados de Castro en la región expresan optimismo », 6 août 2006.

[9] El Nuevo Herald, « Chávez : Fidel Castro está en 'notable recuperación' », 6 août 2006.

[10] Juan Carlos Llorca, « Ministro cubano : Castro se 'recupera satisfactoriamente' », Associated Press, 4 août 2006.

[11] Rui Ferreira, « EEUU rechaza versiones sobre una invasión a Cuba », op.cit. ; El Nuevo Herald, « Aliados de Castro en la región expresan optimismo », op.cit.

[12] Laura Wides-Muñoz, « EEUU intensifica transmisiones de TV Martí a Cuba », Associated Press, 8 août 2006.

[13] Rui Ferreira, « Bush traza una línea entre Cuba y el exilio », El Nuevo Herald, 8 août 2006.

Salim Lamrani est chercheur à l'université Denis-Diderot (Paris VII), spécialiste des relations entre Cuba et les États-Unis. Dernier ouvrage publié : *Cuba face à l'empire : Propagande, guerre économique et terrorisme d'État*, éditions Timéli.

http://www.voltairenet.org/article143120.html